



Dexia, de la privatisation à la faillite !

La banque Dexia a une histoire, elle est née de la fusion en 1996 du Crédit communal de Belgique et du Crédit local de France (CLF). Ce CLF était issu de la privatisation de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL). Le CAECL était jusqu'en 1987 un établissement public administratif chargé de répondre aux besoins des collectivités locales. Le gouvernement Chirac, sous l'autorité du président de la République de l'époque F. Mitterrand a procédé à sa privatisation. Le gouvernement Chirac n'a pas été le seul à configurer l'aspect actuel du groupe Dexia, celui du socialiste L. Fabius y a contribué en permettant la création de filiales susceptibles de s'impliquer sur les marchés financiers internationaux.

C'est donc l'ensemble des forces politiques de droite et de gauche qui ont mis sur orbite cet ensemble DEXIA. Dès sa naissance celui-ci va jouer un rôle dans la spéculation mondiale, se chargeant « d'actifs toxiques » tout en continuant des prêts aux collectivités territoriales. En 2008 dans le cadre de la crise des « subprimes » américaines, les cours en bourse de Dexia s'effondrent et sa note est revue à la baisse par les fameuses agences de notation. À cette époque, les gouvernements français et belge ont injecté 6,4 milliards d'Euros et ont garanti pour un montant de 150 milliards d'Euros les actifs de Dexia. Tout cela n'a pas suffi puisque la descente aux enfers du groupe a continué avec, entre autre, la démission de ses deux principaux dirigeants en septembre 2008.

Aujourd'hui Dexia est en quasi-faillite et les gouvernements français, belge et luxembourgeois s'emploient à préserver les intérêts des gros actionnaires au détriment des collectivités territoriales touchées de plein fouet par des emprunts contractés dans des conditions très défavorables.

Le plan consiste dans un démantèlement du groupe en trois structures : une belge, Dexia banque Belgique, qui serait de fait sous le contrôle de l'État belge, le temps de la remettre à flot et de la rendre suffisamment profitable pour le capital. Une française appuyée sur la banque postale et la caisse des dépôts et consignations, de fait sous le contrôle de l'État français et enfin une structure de liquidation des actifs toxiques représentant un portefeuille de 95 milliards d'Euros. Dans cette affaire, la note sera lourde et va accroître encore le déficit public. **Les Collectivités territoriales vont-elles payer, par le biais de leurs emprunts à Dexia, en partie ou totalement les frais de la spéculation ?** Les inquiétudes se font jour et le pouvoir manœuvre pour annoncer les nouvelles à dose homéopathique afin de ne pas affoler, mais la réalité est là. Dexia qui a passé en septembre dernier avec succès les tests de résistance imposés aux banques par la Communauté Européenne est en voie de démantèlement.

La situation est bien plus grave que le laissent penser les sempiternelles déclarations sur la solidité du système financier en France et en Europe. C'est si vrai que le Président de la banque centrale européenne a appelé les États à une recapitalisation d'urgence des banques en Europe. Mais injecter à nouveau, comme

en 2008 des centaines de milliards d'Euros dans les banques capitalistes, c'est simplement jeter en pâture à la spéculation de nouveaux aliments. L'expérience de Dexia le montre, la privatisation a conduit à la faillite. Ce ne sont pas les mesures de contrôle public, la présence de représentants de l'État dans les conseils d'administrations, il y en a déjà, qui vont régler le problème. Il faut arracher le système bancaire et financier des mains des capitalistes, en clair **nationaliser tout le secteur bancaire financier pour le mettre au service des investissements productifs et sociaux nécessaires. Mais pour cela il faut s'attaquer à la politique du capital : c'est ce à quoi s'attache « Communistes ».**

www.sitecommunistes.org